

pas suffisamment les conséquences des fortes dépenses gouvernementales et leurs fortes répercussions fiscales sur les progrès économiques du Canada et sur sa position concurrentielle. On devrait éviter de qualifier de «gratuits» les divers programmes gouvernementaux et l'on devrait, au moment même où l'on en propose, dire clairement quel prix le contribuable devra les payer.

Nous voulons vous exprimer notre vive inquiétude et nous accueillerions avec plaisir l'assurance que la dangereuse tendance du gouvernement à dépenser toujours davantage sera pleinement reconnue et freinée et que l'Etat effectuera seulement les dépenses essentielles.

Je veux citer un paragraphe d'un rapport présenté lors de la 96^e réunion générale annuelle de l'Association des manufacturiers canadiens. Sous la signature du vice-président et directeur général de l'Association, M. J. C. Whitelaw, Q.C. Voici ce qu'on y dit de la croissance du produit national brut du Canada:

Il appert que l'an dernier, presque la moitié du pourcentage de croissance du produit national brut du Canada, qui était de 10,9, tenait à des prix plus élevés plutôt qu'à un accroissement de la production. Si l'on exclut l'effet de la modification des prix, le taux de croissance économique est, en réalité, tombé à 5,9 p. 100, alors qu'il s'établissait à 6,9 p. 100 en 1965.

Voici ce que disait la *Gazette* du mercredi 31 mai:

Les représentants de l'industrie qui assistaient ici à la réunion annuelle de l'Association des manufacturiers canadiens sont manifestement contrariés, même profondément troublés par la façon dont les gouvernements au Canada s'acquittent de leur rôle fiscal. Leur manière de voir à ce sujet, s'est infiltrée dans la plupart des sessions...

Le poids des arguments des fabricants portait sur la diminution des avantages compétitifs dont jouissent les chefs d'entreprises au Canada vis-à-vis des puissances étrangères. Dans la plupart des cas, ils ont trouvé leur unanimité d'opinion dans l'escalade des dépenses par le secteur public, qui ne permet pas d'espérer que le budget du ministre des Finances demain soir, renfermera des allègements fiscaux...

Nous savons tous que ce n'était que trop vrai. On pourrait trouver dans les comptes publics les chiffres que je vais citer. Je les ai extraits d'un article de Peter Newman, dans le *Journal* d'Ottawa, en date du 2 juin. Parlant du gouvernement actuel il écrit:

Depuis son arrivée au pouvoir, les dépenses fédérales ont augmenté de 3,115 millions de dollars, passant de \$6,585 millions, pour l'année financière terminée le 31 mars 1963, à \$9,700 millions pour l'année financière qui vient et qui est visée par le budget courant.

C'est là une augmentation de plus de 47 p. 100 quant aux dépenses brutes, pour une période de cinq ans. Où allons-nous, monsieur l'Orateur?

Un éditorial de la *Gazette* du 3 juin renfermait le passage suivant:

Bien que l'augmentation énorme des dépenses du gouvernement ait été un autre facteur d'inflation, on ne fera pas grand-chose, semble-t-il, pour enrayer cette tendance. Les prévisions budgétaires de 1967-1968 font augurer le programme de dé-

[L'hon. M. Monteith.]

penses le plus coûteux de toute l'histoire du Canada. Les dépenses fédérales augmentent, cette année, deux fois plus vite que ne le prévoyait le comité fédéral-provincial du régime fiscal. Le fait que, dans une année de haute conjoncture, le gouvernement se trouve devant un énorme déficit, devrait suffire à lui seul à nous avertir que les dépenses augmentent trop vite.

J'ai lu avec grand intérêt un article publié dans le *Star* de Toronto, le 2 juin, et où l'on qualifiait le budget du ministre de refus de deux extrêmes. On y lisait aussi cependant, le paragraphe suivant:

Le ministre du Commerce, M. Robert Winters, par exemple, a déclaré récemment à une réunion du *Rotary Club* de Toronto: «Au fond, je suis un homme d'affaires. J'aime les budgets équilibrés».

Voilà un nouvel indice d'une certaine discordance au sein du cabinet. Le ministre du Commerce approuvait-il le budget présenté par le ministre des Finances? Qu'en est-il au juste? J'ai ici un résumé de journal d'une allocution prononcée par le ministre du Commerce à Saint-Jean le 1^{er} juin où je relève ceci:

M. Robert Winters, ministre du Commerce, s'est dit inquiet aujourd'hui de ce que les ventes du Canada à l'étranger soient en hausse, tandis que les produits de fabrication canadienne perdaient du terrain au pays.

Je suis tout à fait de cet avis et j'ajoute que les textiles y perdent sans doute le plus. Les fabricants de textiles ont bien raison de craindre l'avenir. J'ai ici le texte d'une lettre qu'ils ont envoyée au ministre des Finances. Elle est adressée à l'honorable Michael Sharp, Ottawa, ce qui est sans doute une erreur. De toute façon, leurs problèmes y sont exposés en détail. J'aimerais avoir le temps d'en donner lecture en entier, mais le ministre est certes conscient de la gravité de la situation dans l'ensemble de l'industrie textile. Pourtant, il n'a rien fait pour l'améliorer.

Une nouvelle parue dans le *Star* de Toronto, du vendredi 2 juin, indique la réaction des entrepreneurs en construction au sujet du budget:

Les entrepreneurs en construction du grand Toronto sont déçus.

«Trois heures pour rien», a dit un des porte-parole, M. Harry Sadler, en apprenant que le budget fédéral d'hier soir ne supprimait pas la taxe de vente de 11 p. 100 sur les matériaux de construction.

Une telle initiative aurait peut-être aidé à réduire de \$1,000 environ le coût d'une maison neuve type dans le grand Toronto.

Faut-il en dire davantage, monsieur l'Orateur? On ne saurait mieux montrer, je pense, à quel point le budget a déçu tous les intéressés, toutes les classes de la société. Que nous présente-t-on alors? Un monstrueux déficit budgétaire, dû à des dépenses irréflechies et exagérées, entraînant avec lui toutes ses fâcheuses conséquences sur l'économie — hausse des prix, des taux d'intérêt, diminu-